

## Euler Hermes : L'économie mondiale donne des signes de reprise malgré les difficultés de la zone euro

- La croissance mondiale devrait légèrement s'améliorer en 2013, à 2,5 %, avant d'accélérer en 2014 pour atteindre 3,2 %
- Les perspectives de croissance de la zone euro restent sombres pour 2013 (-0,1 %) mais devraient s'éclaircir en 2014 (+1,4 %)
- Plus de la moitié de la croissance mondiale sera attribuable aux pays émergents
- Les défaillances d'entreprise devraient continuer d'augmenter en 2013 : +4 % après une hausse de 1 % en 2012.

**PARIS, 23 JANVIER 2013** – A l'aube de cette 6<sup>ème</sup> année consécutive de crise, [Euler Hermes](#) prévoit une reprise progressive de l'économie mondiale, mais seulement à compter du second semestre 2013. Sur l'ensemble de l'année, le PIB<sup>1</sup> mondial devrait connaître une croissance modeste de 2,5 % par rapport à 2012 (+2,4 %), les difficultés de la zone euro l'empêchant de renouer avec son rythme d'avant-crise.

### Zone euro : la lumière au bout du tunnel ?

La zone euro devrait rester en récession en 2013 et accuser une contraction de 0,1 % de son PIB (après -0,5 % en 2012) dans la mesure où les besoins excessifs de financement des gouvernements (notamment dans les pays périphériques du Sud de l'Europe : Espagne, Grèce, Italie), le manque de compétitivité, l'insuffisance des créations d'emplois et les déséquilibres intérieurs continuent de peser sur l'économie.

« Bien que la zone euro connaisse toujours une période difficile sur le plan économique, sociale et politique, nous observons des signes positifs », affirme [Wilfried Verstraete](#), Président du Directoire du groupe Euler Hermes. « 2012 a été une année de progrès concernant l'intégration des membres de la zone euro, à l'instar de la ratification du Mécanisme européen de stabilité (MES). Toutefois, il manque encore un véritable engagement pour soutenir le secteur privé, ce qui ne permet toujours pas d'anticiper une franche reprise de la zone euro. Pour cela, nous tablons uniquement sur une légère amélioration de la croissance de la zone euro, à +1,4 %, en 2014. »

### Les pays émergents demeurent le moteur de la croissance mondiale

En 2012, malgré un recul d'activité de 1,3 point de pourcentage, les pays émergents ont continué de tirer l'économie mondiale, forts d'une croissance de 4,5 %. Cette année, ils devraient voir leur PIB progresser d'environ 5 % et représenter ainsi plus de la moitié de la croissance mondiale (1,9 point en 2013, puis 2,1 points en 2014).

« Bien qu'elle ait vu sa croissance reculer de 9,2 % en 2011 à 7,6 % en 2012, la Chine reste indiscutablement le principal contributeur à la croissance mondiale », souligne [Ludovic Subran](#), chef économiste d'Euler Hermes. « A l'instar du reste de l'Asie, la Chine sera confrontée à des surcapacités de production liées à la baisse des débouchés commerciaux en Occident, ainsi qu'à des pressions inflationnistes dues à sa politique monétaire

---

<sup>1</sup> PIB : Produit Intérieur Brut

expansionniste. Cependant, la demande mondiale devrait connaître une amélioration et le PIB chinois devrait, dans ce contexte, augmenter de 8 % en 2013, puis de 8,2 % en 2014. »

En comparaison, la croissance des économies avancées reste atone (+1,1 % en 2012, +1 % en 2013) et contrastée :

- Les Etats-Unis (+2,2 % en 2012, +1,9 % en 2013) continuent d'enregistrer une croissance modérée, bien que les inquiétudes relatives au « précipice budgétaire » aient mis un frein aux investissements des entreprises.
- Le Royaume-Uni (-0,1 % ; +0,8 %) et le Japon (+1,7 % ; +0,3 %) se heurtent à des obstacles.
- La majorité des pays de la zone euro voient leur PIB stagner ou se contracter.

### L'augmentation des défaillances d'entreprise s'accélère à l'échelle mondiale

Pour la deuxième année d'affilée, les défaillances d'entreprise devraient augmenter à l'échelle mondiale en 2013 (+4 % après une hausse de 1 % en 2012). Leur diminution en 2010-2011, après un bond de 57 % consécutif à la crise mondiale sur la période 2007-2009, s'est avérée de courte durée et de portée réduite (-9 % sur 2010 et 2011). Le repli de l'activité à partir de 2011 s'est rapidement accompagné d'une reprise de la tendance haussière des défaillances d'entreprise.

Euler Hermes a identifié deux tendances majeures en 2012 :

- Une baisse des défaillances d'entreprise à la fois dans la zone Amériques (12 %) - l'augmentation des faillites au Brésil ayant été plus que compensée par leur chute substantielle aux Etats-Unis et au Canada – et en Asie, à quelques exceptions près (Singapour, Australie, Taïwan).
- Une hausse des défaillances d'entreprise en Europe, sensible en France (+2 %) et en Europe du Nord (+4 %) mais particulièrement prononcée dans les pays méditerranéens (+22 %) – l'Allemagne (-1 %) et le Royaume-Uni (-6 %) constituant les principales exceptions.

Ainsi que l'explique Wilfried Verstraete, « les défaillances d'entreprises, prévues en hausse de 4 % cette année, seront une fois de plus bien supérieures à leur niveau d'avant la crise de 2008-2009. A nos yeux, cette tendance représente l'un des principaux risques à surveiller en 2013, au même titre que l'inflation issue des politiques monétaires expansionnistes et que les risques politiques qu'entraîne la récession dans la zone euro. »

## Annexe

1. Evolution du PIB – par pays/région					
Evolution du PIB	Poids (%)	2011	2012	2013	2014
<b>Monde</b>	100,0	<b>3,0%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,2%</b>
Etats-Unis	22,5	1,8%	2,2%	1,9%	2,5%
Canada	2,6	2,6%	2,0%	2,1%	2,6%
Japon	8,8	-0,7%	1,7%	0,3%	0,8%
Australie	2,2	2,4%	3,5%	2,6%	3,2%
<b>Zone euro</b>	<b>19,5</b>	<b>1,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-0,1%</b>	<b>1,4%</b>
Allemagne	5,3	3,1%	1,0%	0,8%	1,9%
France	4,1	1,7%	0,1%	0,2%	1,2%
Italie	3,3	0,6%	-2,1%	-0,8%	0,6%
Espagne	2,2	0,4%	-1,5%	-1,6%	0,6%
Pays-Bas	1,2	1,1%	-0,9%	0,1%	1,6%

Belgique	0,8	1,8%	-0,2%	0,3%	1,4%
Autriche	0,6	2,7%	0,4%	0,5%	1,6%
Finlande	0,4	2,7%	0,0%	0,7%	2,0%
Grèce	0,4	-7,1%	-6,0%	-3,7%	-0,1%
Irlande	0,3	1,4%	0,2%	1,4%	2,0%
Portugal	0,4	-1,7%	-3,0%	-1,7%	0,8%
Royaume-Uni	3,6	0,9%	-0,1%	0,8%	1,3%
Suède	0,8	3,8%	1,3%	1,4%	2,1%
Danemark	0,5	1,1%	-0,5%	0,6%	1,6%
Norvège	0,7	1,3%	3,1%	2,2%	2,4%
Suisse	0,9	1,9%	0,9%	1,0%	1,7%
<b>Europe Cent. et Orientale</b>	<b>7,0</b>	<b>4,6%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,0%</b>	<b>3,4%</b>
Russie	2,8	4,3%	3,8%	4,0%	4,0%
<b>Asie (hors Japon)</b>	<b>20,4</b>	<b>7,2%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,7%</b>
Chine	10,9	9,2%	7,6%	8,0%	8,2%
Inde	2,8	6,5%	5,5%	6,5%	7,0%
<b>Amérique Latine</b>	<b>8,3</b>	<b>4,2%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,8%</b>
Brésil	3,7	2,7%	1,0%	3,3%	3,8%
<b>Afrique &amp; Moyen Orient</b>	<b>2,6</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>3,4%</b>	<b>4,3%</b>

Source: Bulletin économique Euler Hermes n°1189-1190, Décembre 2012

## 2. Indice global des défaillances Euler Hermes (évolutions annuelles – par pays)

	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	Bilan 2011		Prévision	Prévision
			en nombre	variation	2012 f	2013 f
Etats-Unis	22,5	26,8	47 806	-15%	-13%	-7%
Chine	10,9	12,9	3 043	-18%	-14%	2%
Japon	8,8	10,4	12 734	-4%	-3%	2%
Allemagne	5,3	6,3	30 099	-6%	-1%	1%
France	4,1	4,9	60 655	-3%	2%	2%
Brésil	3,7	4,4	2 800	-6%	32%	15%
Royaume-Uni	3,6	4,3	30 751	6%	-6%	-4%
Italie	3,3	3,9	12 094	7%	3%	2%
Russie	2,8	3,3	12 794	-20%	5%	3%
Canada	2,6	3,1	3 643	-11%	-10%	-3%
Espagne	2,2	2,6	5 910	18%	24%	25%
Australie	2,2	2,6	10 481	9%	5%	3%
Corée du Sud	1,7	2,0	1 359	-13%	-4%	1%
Pays-Bas	1,2	1,5	7 140	-1%	24%	2%
Suisse	0,9	1,1	6 661	6%	2%	-1%
Suède	0,8	1,0	6 958	-4%	9%	0%
Pologne	0,8	0,9	740	7%	27%	10%
Belgique	0,8	0,9	10 224	7%	3%	10%
Norvège	0,7	0,9	4 355	-2%	-13%	-5%
Taiwan	0,7	0,8	256	-4%	2%	4%
Autriche	0,6	0,7	5 869	-8%	2%	3%
Danemark	0,5	0,6	5 468	-15%	-3%	3%
Grèce	0,4	0,5	1 077	33%	30%	10%
Finlande	0,4	0,5	3 446	1%	3%	3%
Singapour	0,4	0,5	113	-20%	30%	4%
Hong Kong	0,4	0,4	333	-24%	-4%	-3%
Portugal	0,4	0,4	4 746	19%	43%	-10%
Irlande	0,3	0,4	1 638	7%	3%	1%

République tchèque	0,3	0,4	1 778	11%	9%	8%
Roumanie	0,3	0,3	22 650	4%	-2%	0%
Hongrie	0,2	0,2	19 884	12%	10%	5%
Slovaquie	0,1	0,2	990	12%	2%	5%
Lituanie	0,1	0,1	1 273	-22%	-3%	0%
Luxembourg	0,1	0,1	973	5%	13%	10%

Source: Bulletin économique Euler Hermes n°1189-1190, Décembre 2012

### 3. Indice global des défaillances Euler Hermes (évolutions annuelles – par région)

Base 100 : 2000	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	2010	2011	2012 f	2013 f
Indice global des défaillances	84,1	100,0	-6%	-4%	1%	4%
Indice Amériques	28,8	34,3	-8%	-15%	-12%	-6%
Indice Asie-Pacifique	25,0	29,7	-12%	-6%	-3%	2%
Indice Europe du Nord	13,0	15,4	-4%	-3%	4%	2%
Indice Allemagne-Autriche-Suisse	6,9	8,2	1%	-4%	0%	1%
Indice France	4,1	4,9	-2%	-3%	2%	2%
Indice Pays méditerranéens	6,3	7,5	1%	17%	22%	19%
Indice zone euro	19,2	22,8	-1%	7%	14%	12%

Source: Bulletin économique Euler Hermes n°1189-1190, Décembre 2012

#####

Pour tout complément d'information, ou pour recevoir le Bulletin Economique d'Euler Hermes, veuillez contacter :

**Euler Hermes Group Media Relations**  
Bettina Sattler – +33 (0)1 8411 6141 (Paris)  
[bettina.sattler@eulerhermes.com](mailto:bettina.sattler@eulerhermes.com)

**Ogilvy Public Relations Worldwide**  
Lorenzo Ricci – +33(0)1 53 67 12 83 (Paris)  
[lorenzo.ricci@ogilvy.com](mailto:lorenzo.ricci@ogilvy.com)

**Euler Hermes** est le leader mondial des solutions d'assurance pour les échanges commerciaux. Avec plus de 6 000 salariés présents dans plus de 50 pays, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients et a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,27 milliards d'euros en 2011.

Euler Hermes a développé un réseau international de surveillance permettant d'analyser la stabilité financière de plus de 40 millions d'entreprises. Au 31 décembre 2011, le groupe garantissait pour 702 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde.

Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris(ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's.

Plus d'information sur [www.eulerhermes.com](http://www.eulerhermes.com) ou sur Twitter [@eulerhermes](https://twitter.com/eulerhermes)

**Réserve :** Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.